

Alors que Daech est sur le point d'être anéanti

Damas a le regard rivé sur la province d'Idleb



Valeri Guerasimov, chef d'état-major des forces armées de la Fédération de Russie, et son homologue américain Joe Dunford

rd. © D.R

Hier, une réunion des chefs d'état-major russe et américain a eu lieu à Vienne pour discuter de la poursuite des opérations en Syrie, après l'annonce par Trump du retrait de ses soldats du pays.

La guerre en Syrie boucle 8 ans dans quelques jours, et il ne reste aujourd'hui que la province d'Idleb pour que Bachar al-Assad reprenne totalement le contrôle sur l'ensemble du territoire syrien. Mais cette ultime bataille risque de prendre du temps en raison de l'accord russo-turc, en vigueur depuis la mi-octobre 2018, en vertu duquel Damas cesse toute action armée en contrepartie d'un retrait des groupes armés (poches de l'opposition et groupes terroristes), dont certains sont ouvertement soutenus par Ankara. Le texte de l'accord stipule aussi la création d'une zone démilitarisée autour de cette province frontalière avec la Turquie qui manœuvre dans le nord syrien dans le but d'empêcher une entité kurde, que ce soit sous forme d'un État indépendant ou d'une région autonome. Occupé dans sa lutte contre les dernières poches de résistance de la mouvance terroriste islamiste, Bachar al-Assad ne lâche toutefois pas la garde et ne perd pas de vue Idleb. L'armée syrienne mène régulièrement des raids ciblés contre les groupes terroristes et les proches rebelles qui ont violé l'accord russo-turc à maintes reprises. Ces raids sont menés en accord et parfois avec l'aviation russe, dont le pays affirme que l'accord sur Idleb n'a pas été totalement respecté par certaines parties. "Les dispositions des dispositions spéciales du mémorandum de désescalade n'ont pas été pleinement appliquées par certaines parties", a d'ailleurs souligné le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, vendredi, affirmant cependant que "la situation en Syrie s'est considérablement stabilisée". Même si le ministre russe des Affaires étrangères se

montre vigilant en affirmant que la guerre n'est pas encore gagnée en Syrie, les signes d'une victoire militaire d'Al-Assad étaient déjà là depuis des mois. Autrement dit, Bachar al-Assad se retrouve aujourd'hui en position de force pour négocier un accord politique qui lui permet de garder la main dans ce pays ravagé par 8 ans de guerre, avec ses dizaines de milliers de morts et ses millions de déplacés ou de réfugiés. Face à une opposition politique divisée, les soutiens étrangers de la rébellion admettent aujourd'hui que Bachar al-Assad ne peut être exclu du processus de paix onusien, même s'ils n'ont pas abandonné complètement l'idée de son éviction du pouvoir tôt ou tard. Néanmoins, ils n'évoquent plus cette option et espèrent peser dans les discussions menées à Genève sous l'égide de l'ONU, alors qu'en parallèle, la Russie a engagé un processus similaire auquel participe le voisin turc de la Syrie et le soutien iranien à Damas, au même titre que quelques représentants de l'opposition dits modérés. Des sommets tripartites ont lieu régulièrement depuis presque deux ans dans la capitale kazakhe, Astana, pour faire avancer le processus de sortie de crise. Des progrès ont été déjà enregistrés lors des précédents rounds des négociations. Demeure encore la difficulté de mettre en place un comité constitutionnel qui préparera le terrain à une transition politique en Syrie, une mission à laquelle s'attelle aussi l'émissaire onusien pour la Syrie sans succès pour le moment. Mais en attendant, Damas attend son heure pour reprendre le contrôle d'Idleb, la dernière portion de territoire qui échappe à son contrôle.

Lyès Menacer